

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44 036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 09/01/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAITERIE DU VAL D'ANCENIS**

BP 102  
44150 Ancenis-Saint-Géréon

**Référence :** N4-2026-0029-RI  
**Code AIOT :** 0006300906

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement LAITERIE DU VAL D'ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAITERIE DU VAL D'ANCENIS
- ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La laiterie Val d'Ancenis est spécialisée dans la fabrication de beurre, de lait en poudre et de fromages.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
15	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 23.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Détection Ammoniac – technologie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
2	Détection Ammoniac – architecture	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
3	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
4	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
5	Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
6	Détection Ammoniac – dispositif direction du vent	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
7	Détection Ammoniac – fréquence de tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
8	Détection Ammoniac – Type de test effectué	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
9	Détection Ammoniac – Test des asservissements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
10	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
11	Détection Ammoniac – test réel – fiche test	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
12	Détection Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon et débit de gaz	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
13	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 23.4.2
14	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 16
16	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.1.2

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des éléments sont attendus sur la gestion des non-conformités électriques.

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée dans la gestion de la détection ammoniac.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Détection Ammoniac – technologie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – technologie
Prescription contrôlée :

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.

Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

#### Constats :

Actuellement, sont exploitées 4 installations de réfrigération à l'ammoniac :

- Réseau Froid Services Généraux : Quantité d'ammoniac = 6,3 t ;
- Réseau Froid Beurrerie : Quantité d'ammoniac = 3,3 t ;
- Réseau Froid Tour MSD : Quantité d'ammoniac = 1,5 t ;
- Réseau Froid Plateforme produits frais (PFPF) : Quantité d'ammoniac = 0,4 t.

Une nouvelle unité de production d'eau glacée est en cours de construction. Elle viendra en remplacement de plusieurs installations existantes (Services Généraux ; beurrerie ; Tour MSD). La quantité d'ammoniac présente dans la nouvelle installation sera de 3,3 t.

Le système de détection est le suivant :

- Réseau Froid Services Généraux :
  - 5 détecteurs toxicométriques de type électrochimique.
- Réseau Froid Beurrerie :
  - 7 détecteurs toxicométriques de type électrochimique.
- Réseau Froid Tour MSD :
  - 3 détecteurs toxicométriques de type électrochimique.
- Réseau Froid Plateforme produits frais (PFPF) :
  - 3 détecteurs toxicométriques de type électrochimique.
  - 2 détecteurs explosimétriques de type catalytique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Détection Ammoniac – architecture

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

**Thème :** Risques accidentels, Ammoniac – architecture

#### Prescription contrôlée :

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.

#### Constats :

Les détecteurs gaz sont compatibles avec la centrale car ils sont de même marque (à l'exception de la centrale de secours MSD). Chaque centrale est reliée à une boucle de sécurité. Les centrales remontent ensuite les anomalies au système de sécurité global.

Type de suites proposées : Sans suite

### N°3 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème : Risques accidentels, Ammoniac – implantation

**Prescription contrôlée :**

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

**Constats :**

L'exploitant a produit une liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités. Un plan d'implantation des détecteurs a également été fourni pour chaque salle des machines.

Une étude d'implantation a été fournie uniquement pour la salle des machines PFPF, réalisée par la société Atlantic Refrigeration Consulting le 29 septembre 2022.

Les critères retenus dans l'étude d'implantation sont la surface et la configuration de la salle des machines. Lors de l'inspection, une visite de la salle des machines PFPF a permis de constater que l'installation est conforme aux conclusions de l'étude d'implantation.

Les autres salles des machines ne disposent pas d'étude d'implantation. Néanmoins, compte-tenu de leur prochain arrêt, il n'est pas demandé à l'exploitant d'en fournir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'étude d'implantation de la future salle des machines.

Type de suites proposées : Sans suite

### N°4 : Détection Ammoniac – Seuils sécurité et actions associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42

Thème : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

– le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;

– le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant. Une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1<sup>er</sup> seuil).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de

contrôle.
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a défini les seuils suivants : 500 ppm et 1 000 ppm.</p> <p>Les détecteurs présentent deux gammes différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0 – 1 000 ppm</li> <li>• 0 – 5 000 ppm</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité que les seuils d'<del>alarme-détection ne correspondent pas soient inférieurs</del> à la limite <u>haute</u> de détection des capteurs. L'exploitant indique que le passage en « hors limite » d'un capteur entraîne les mêmes actions qu'un dépassement de seuil.</p> <p>La salle des machines PFPF dispose uniquement de capteur 0 – 5 000 ppm. À terme, les installations ne disposeront plus de capteur dont les limites de détection correspondent au seuil d'alerte.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les limites de détections des capteurs ne correspondent pas au seuil de détection pour la future salle des machines.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°5 : Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un dépassement du seuil 1 à 500 ppm a été constaté en 2025. Ce dépassement était lié au déclenchement d'une soupape.</p> <p>La nouvelle installation, ainsi que la salle des machines PFPF, disposent de disques de rupture afin d'éviter ce type de déclenchement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°6 : Détection Ammoniac – dispositif direction du vent

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – dispositif direction du vent
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du</p>

vent
<b>Constats :</b> <p>Le site dispose de 4 manches à vent. Les manches sont visibles de nuit du fait de l'éclairage permanent du site.</p> <p>Une girouette avec un éclairage spécifique sur la future salle des machines est prévue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°7 : Détection Ammoniac – fréquence de tests

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Ammoniac – fréquence de tests
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission, sont conçues pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>La vérification et la maintenance des capteurs ont lieu tous les six mois.</p> <p>L'exploitant a produit les deux derniers rapports réalisés par la société SECAUTO en date du 6 mars 2025 et du 3 septembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°8 : Détection Ammoniac – Type de test effectué

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – Type de test effectué des détecteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
<b>Constats :</b>

Les tests des détecteurs consistent en un étalonnage ainsi qu'un déclenchement des deux seuils d'alarme prédéfinis.

Le PV de test comporte :

- l'indication avant passage du gaz ;
- l'indication finale lors du passage du gaz. ~~un~~ Néanmoins, un écart supérieur à 10 % des mesures par rapport aux valeurs nominales est constaté pour certains capteurs (capteur 3 COMBLES SUD pour la salle des machines beurrerie par exemple) ;
- la concentration du gaz étalon lors de ce test de fonctionnalité est dans la gamme de mesure du capteur et supérieure aux 2 seuils d'alarme définis par l'exploitant ;
- la durée de réponse des alarmes (la valeur de cette durée n'est pas consignée mais seulement le respect du T90 de la notice du capteur). À noter que le T90 n'est pas mentionné dans le PV. L'exploitant a transmis ce temps post-inspection ;
- la conformité du test et les suites données.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Le gaz d'étalonnage utilisé pour les tests est indiqué à 504 ppm. ~~hors~~ Or les mesures constatées pour certains capteurs présentent des écarts supérieurs à 10 % ; Des précisions sont attendues sur les raisons de ces écarts et la conformité des capteurs malgré ces écarts.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N°9 : Détection Ammoniac – Test des asservissements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème :** Risques accidentels, Ammoniac – Test des asservissements

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

– le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;

– le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1<sup>er</sup> seuil).

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

**Constats :**

Les asservissements définis par l'exploitant sont conformes à la prescription.

1<sup>er</sup> seuil (500 ppm) :

- alarme sonore et lumineuse (gyrophares) ;
- report alarme seuil 1 (sur coffret NH<sub>3</sub>, système de télégestion, portable astreinte) ;
- mise en route de l'extraction d'air.

2<sup>e</sup> seuil (1 000 ppm) :

- alarme sonore et lumineuse (gyrophares) ;



- report alarme seuil 2 (sur coffret NH<sub>3</sub>, système de télégestion, portable astreinte) ;
- mise en route de l'extraction d'air ;
- extinction éclairage zone et mise en marche éclairage de secours ATEX ;
- arrêt des énergies.

L'[exploitant indique que](#) les asservissements sont testés en condition réelle une fois par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°10 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème :** Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

**Prescription contrôlée :**

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.

**Constats :**

En cas d'indisponibilité du détecteur, un SMS est envoyé automatiquement [à la personne d'astreinte](#) et le remplacement est effectué dans la journée.

La procédure de gestion de la sécurité en cas d'indisponibilité ou de maintenance des détecteurs correspond à la procédure générale de maintenance des équipements. Trois priorités sont définies pour les ordres de travail :

- priorité 1 dans les 24 h ;
- priorité 2 dans la semaine ;
- priorité 3 à programmer.

Le remplacement des capteurs est un ordre de travail de priorité 1. L'exploitant dispose de plusieurs capteurs d'avance pour le remplacement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°11 : Détection Ammoniac – test réel – fiche test

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème :** Risques accidentels, Ammoniac – test réel – fiche test

**Prescription contrôlée :**

Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

**Constats :**

Les PV de test en date du 6 mars 2025 et du 3 septembre 2025 contiennent les informations suivantes :

- date de l'intervention,
- nom de l'intervenant,
- les informations sur la bouteille gaz étalon,
- la lecture du signal avant passage du gaz,
- la lecture du signal lors du passage du gaz, après stabilisation de la mesure
- les interventions sur le système (changement de seuils d'alarme, changement de cellules, étalonnage/ajustage...)

En revanche, le temps de réponse des alarmes est testé mais non consigné et le temps de référence non reporté sur le PV (cf. point de contrôle n°8).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°12 : Détection Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon et débit de gaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

**Thème :** Risques accidentels, Ammoniac – test réel – bouteille gaz étalon

**Prescription contrôlée :**

Ces dispositifs, et, en particulier, les chaînes de transmission, sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.

**Constats :**

Le PV de test contient les informations suivantes sur la bouteille gaz étalon :

- n° de la bouteille,
- nature du gaz,
- concentration du gaz,
- incertitude sur la concentration (uniquement pour la bouteille de gaz étalon de 504 ppm),
- la date de validité.

En revanche, le débit de gaz n'est pas mentionné ni sa cohérence avec les recommandations du constructeur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant demande au prestataire en charge de la vérification pour les prochains tests de consigner l'incertitude de concentration pour chacune des bouteilles utilisées ainsi que le débit de gaz employé et sa justification au regard du matériel testé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°13 : Risque foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 23.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'alinéa 23.4.1. ci-dessus fait l'objet d'une vérification par un organisme compétent à la mise en service des installations puis tous les cinq ans. Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique des installations de protection contre la foudre réalisé en avril 2025 par la société RG Consultant. Le rapport relève 5 non-conformités.

L'exploitant indique que 3 non-conformités ont été réparées et qu'une 4e est en cours de résolution.

Lors de l'inspection, l'exploitant a produit les ordres de travail concernant la résolution de ces quatre non-conformités.

La 5e non-conformité concerne la protection par parafoudre des lignes de report d'alarme. L'exploitant indique que cette non-conformité ne semble pas justifiée, car les lignes sont protégées par un onduleur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant s'assure de la bonne résolution de l'ensemble des non-conformités ou justifie l'absence de nécessité de sa résolution en lien avec le prestataire en charge de la vérification des installations de protection contre la foudre.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°14 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 16

**Thème :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant définit et met en œuvre les solutions techniques permettant de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

**Constats :**

Lors de l'inspection, plusieurs ~~de~~ bennes de déchets ont été contrôlées. Les déchets présents étaient conformes à la destination des bennes. L'exploitant réalise un tri des déchets (carton, bois, ferraille, déchets alimentaires...) et les valorise (recyclage, méthanisation...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°15 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 23.3.3
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Vérification électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports Q18 réalisés par Bureau Veritas pour les visites effectuées du 10/06/2025 au 18/07/2025.  Les rapports font apparaître plusieurs non-conformités dont certaines ont été signalées depuis 2017 ou 2019. Lors de l'inspection, il a été procédé par sondage à la vérification de la résolution de certaines non-conformités.  L'exploitant a également détaillé le processus de prise en charge des non-conformités qui font toutes l'objet d'un ordre de travail et d'un ordre de priorisation. Il a pu être vérifié par sondage lors de l'inspection de l'effectivité de cette prise en charge.  L'exploitant indique également que certaines non-conformités font l'objet d'une différence d'interprétation avec le prestataire sur la réalité de la non-conformité.  Toutefois, les non-conformités portées au Q18 et donc susceptibles de provoquer un risque d'incendie ou d'explosion doivent être résolues au plus vite. En cas de divergence avec le prestataire, celle-ci doit être résolue en amont du rapport afin que celui-ci soit cohérent avec les actions correctives à entreprendre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de résoudre sans délai les non-conformités les plus anciennes portées au Q18. Pour les non-conformités plus récentes, une échéance de résolution doit être clairement définie et en tout état de cause inférieure à un an.</b>  <b>Pour les non-conformités nécessitant pour leur résolution des travaux importants ou devant faire l'objet d'une décision d'investissement, une justification du délai est attendue ainsi que des mesures permettant une gestion du risque créé par ces non-conformités.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

## N°16 : Dispositifs de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.1.2
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire supérieure à 800 litres, la capacité de rétention est dans tous les cas de 800 litres minimum ou au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir, – 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 800 litres, la

capacité de rétention est au moins égale à 100 % de la capacité totale des fûts. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral n°2024/ICPE/398 du 27 décembre 2024 a mis en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 25.1.2 du l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2005 notamment pour les capacités de rétentions des 2 cuves « T45 » d'acide nitrique et de soude.

Lors de l'inspection, il a pu être constaté le remplacement de la cuve d'acide nitrique par une cuve double peau ainsi que [par](#) l'agrandissement des capacités de la rétention de la cuve de soude. Les capacités de rétention sont désormais conformes. En conséquence, il est proposé [au préfet de Loire-Atlantique](#) de lever [la](#) mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure